

2 Politique

Cour Constitutionnelle/Suite de la campagne de sensibilisation sur les différents aspects du processus électoral

Marie-Madeleine Mborantsuo déplore les dérapages des médias

M.A.M

Libreville/Gabon

Dans le cadre de la série de rencontres avec les forces vives de la Nation lancée depuis la semaine dernière, la première responsable de la haute juridiction et ses collègues ont reçu les journalistes hier. Occasion pour les juges constitutionnels d'édifier, non sans sentiment de colère, leurs hôtes sur le processus électoral au Gabon et le rôle joué par l'institution qu'elle dirige.

LA Cour constitutionnelle a initié, depuis la semaine dernière, une campagne de sensibilisation sur les questions électorales. Associés à certains autres acteurs de la société gabonaise, hier, les

hommes de médias ont été les hôtes de Marie-Madeleine Mborantsuo et les siens, dans le but d'éclairer l'opinion avant les échéances électorales à venir. C'est sur un ton d'exaspération que le président de la Cour constitutionnelle a souligné à l'assistance les réalités du scrutin. Une colère mal contenue qui peut se justifier par ce qui est considéré là-bas comme de nombreux dérapages à l'encontre de l'institution quant à la gestion de la chose électorale. "Ce n'est pas la Cour qui organise les élections, ce n'est pas la Cour qui reçoit les dossiers de candidature", a-t-elle tenu à préciser avant de décliner les différentes étapes qui concourent à l'organisation d'une élection. Dans un exposé succinct, le juge rapporteur, Louise Angue, a tout d'abord défini l'expression "liste électorale"

avant d'évoquer son établissement. Elle a laissé entendre qu'il revient au ministère de l'Intérieur, à la Cénap et même aux représentants des partis politiques (majorité et opposition) d'établir ledit fichier, sur la base de certaines données. Toutefois, a-t-elle poursuivi, "la liste électorale étant permanente, elle ne fait l'objet de révision que dans deux cas". Des révisions qui interviennent de manière annuelle ou spéciale lorsqu'il y a élection. Aussi, le processus d'enrôlement et les pièces à fournir pour cette opération ont fait l'objet d'un rappel de la part de la Cour constitutionnelle. Par ailleurs, Marie-Madeleine Mborantsuo et les siens ont martelé avec insistance leur non participation à l'organisation des élections. Ainsi, il a "clairement" été signifié aux journalistes à qui

incombe la responsabilité de l'organisation des scrutins en République gabonaise : la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap). Non sans revenir sur la constitution du bureau de cette commission, le président est le seul membre de la Cénap nommé par la Cour constitutionnelle. A travers les explications données avec insistance, les juges constitutionnels ont détaillé à la presse la chaîne du déroulé électoral. De l'enrôlement, au dépôt et examen des candidatures, en passant par l'opération dans les bureaux de vote jusqu'à la centralisation des résultats par la Cénap et l'annonce des résultats par le ministre de l'Intérieur, la Cour "n'intervient pas", a souligné l'institution qui se dit victime de multiples incompréhensions. La présence des juges consti-



Photo : Joe Manianga

Le président de la Cour constitutionnelle brandissant un procès verbal.

tutionnels en matière électorale ne se fait qu'en aval. Ceci, dans le cadre des saisines. A ce niveau également, médias du service public et privé, ont eu droit à un exposé fluide des procédures à suivre en cas de requête, notamment les contours et autres exigences de l'article 72 de la loi

organique de la Cour constitutionnelles. En clair, l'initiative qui va s'étendre à l'intérieur du pays entend, selon les responsables de la Cour, édifier davantage les uns et les autres sur le rôle qu'ils devront jouer chacun à son niveau au moment opportun.

Tournée nationale du secrétaire général du PDG/Au terme des premières étapes

Les militants approuvent l'initiative

J.K.M

Libreville/Gabon

"LE SG a tout dit et bien dit", se sont réjouis plusieurs militants et sympathisants du Parti démocratique gabonais (PDG), au terme des interventions du secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi, à Bifoun, Ndjolé, Lambaréné et Owendo, premières étapes de sa tournée nationale. Leur satisfaction était d'autant plus grande que, selon eux, Faustin Boukoubi aura mis le doigt là où ça fait mal en stigmatisant le comportement de certains

de ses "camarades", coupables à ses yeux de semer désarroi, doute et désunion parmi les militants en se livrant une guerre de leadership sans merci. La situation est si délétère que dans le chef-lieu du département de l'Abanga-Bigné et la ville du Grand Blanc, les pédégistes ne regarderaient plus dans la même direction. Tant les animosités entre "camarades" sont grandes. A telle enseigne que l'élue de Pana a été contraint de les exhorter à "se tolérer à défaut de s'aimer". A entendre les militants, cette situation serait exacerbée par le comportement de certains de leurs

"camarades" ayant accédé aux postes de responsabilité au sein de leur formation politique au sortir du dernier congrès. Selon eux, ces nouveaux responsables se distingueraient par un ostracisme aux antipodes des idéaux de dialogue et de tolérance. Une chose inadmissible selon Faustin Boukoubi d'autant que, selon lui, "le PDG ne saurait admettre de marginalisation et d'exclusion en son sein. Des propos encourageants pour les nombreux militants, notamment ceux de Ndjolé, heureux du rappel à l'ordre du "SG". Vu que, selon eux, la situation devenait invivable. "Dans notre localité, la

lutte pour le contrôle du parti entre le membre permanent du bureau politique, Denise Mekam'ne et le membre du Conseil national, Emmanuel Biye, fait rage au point que nous ne savons plus sur quel pied danser", nous ont confié plusieurs d'entre eux s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

A ce qui semble, cette réalité ne serait pas propre à la province du Moyen-Ogooué. Nul doute que lors des prochaines étapes de la Ngounié et la Nyanga, Faustin Boukoubi se livrera, avec force et conviction, au même exercice en appelant ses "camarades" au ras-



Photo : FO

Le SG du PDG, Faustin Boukoubi, lors de son intervention à Owendo.

semblement et à taire leurs querelles intestines. Car, comme il l'a rappelé : "Unis, nous sommes forts, désunis, nous sommes faibles".

Le capitaine est conscient de la nécessité de remobiliser ses troupes à l'approche des échéances électorales majeures pour notre pays.

Tribune des Partis politiques

L'appel et le constat

VENDREDI dernier, lors d'une déclaration de presse faite à la Chambre consulaire de Libreville, le néo député de la commune de Bitam, l'opposant Patrick Eyogho Edzang s'est penché, entre autres points, sur la problématique, devenue, de la candidature unique de l'opposition à la prochaine élection présidentielle.

Il exhortera dans un premier temps, ses partisans de l'Union nationale (UN) à "se rassembler autour d'idéaux communs, au lieu de se disperser". Pour cela, il expliquera qu'il fallait "Un seul fil conducteur allant au-delà des ego et des ambitions personnelles".

Il fustigera ensuite, pour s'en indigner, le comportement de certains "Unionistes" qui, selon lui, "Au lieu de s'en prendre au camp du pouvoir, s'acharnent à coups de documents relevant de grossiers montages sur des personnalités qui militent, et pourtant elles aussi, pour l'alternance".

Cette déclaration, subliminale à quelques égards, dénote de deux choses. La première, c'est l'appel. Sur ce point, d'aucuns savent que l'Union nationale, depuis la mort de son secrétaire exécutif, André Mba Obame, traverse une crise profonde dans sa recherche de stabilité. En effet, nul n'ignore à ce jour, qu'au sein de cette écurie politique, des courants ont pignon sur

rue et se combattent à fleurets mouchetés, pour des questions d'ego et de leadership. Du reste mal contenus.

De sorte que la présence de Zacharie Myboto à la tête du parti, sans cesse contredite par les siens, tiendrait désormais sur le seul fil du simple formalisme. Nombre des cadres du parti estimant, à tort ou à raison, que certaines de ses attitudes répétées sont à rebours avec la philosophie véhiculée par leur bannière politique.

D'aucuns se souviendront que, lors de leurs sorties respectives, le secrétaire exécutif adjoint de cette formation, Gérard Ella Nguema, et le révérend Mike Jocktane, n'avaient pas manqué de le caresser dans le sens contraire du poil. Déclarant publiquement, avec une pointe d'ironie, que le patriarche gère comme une "épicerie familiale" l'Union nationale, formation politique de l'opposition née de la fusion de trois partis : l'Union gabonaise pour le développement et la démocratie (UGDD), le Mouvement africain de développement (MAD) de feu Pierre-Claver Zeng Ebome et du Rassemblement national des républicains de Gérard Ella Nguema).

Au motif ou prétexte, c'est selon, que les décisions qui étaient alors désormais prises au sein de l'état-major dans ce parti, ne l'étaient plus que sous le sceau d'une

triangulaire régnante, composée, en plus de lui-même, de son beau-fils Gondjout et de sa fille Chantal. Depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous le pont. Détendant au passage l'atmosphère délétère. Malgré les piques et les propos aigres-doux qui se font toujours jour en interne.

Sauf à s'y méprendre, l'invite du député de Bitam est faite dans un souci de ressaisissement. Sa hiérarchie politique ne continuerait-elle pas à entretenir un flou artistique quant à sa position réelle à l'idée d'une candidature unique de l'opposition à la Présidentielle de 2016? Ouvrant ainsi les voix à toutes les supputations, jusqu'à être accusée de jouer un double jeu.

La deuxième, c'est le constat d'une négation dans l'attitude de la nomenclature unioniste qui passerait, désormais, le clair de son temps à canarder l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) Jean Ping, dont le crime serait d'avoir initié le Front de l'opposition pour l'alternance.

Lequel Front, aux yeux de certains observateurs avisés de la chose politique, est venu damer le pion à un parti, à l'image de l'UN dont le projet de société tournait désormais autour de la seule évocation du nom de Mba Obame, de sa maladie puis de

sa mort.

On est ainsi loin du "droit chemin". Mais son réveil brutal, malgré les sorties que ses hiérarches multiplient sur le terrain, montre que l'Union nationale est toujours à la recherche d'un bon filon. Puisque, au lieu d'éclairer la lanterne de l'opinion plurielle sur ses intentions réelles par rapport à 2016, son credo se limite aujourd'hui, ainsi que le dénonce son élu national, à savonner la planche d'une autre personnalité de l'opposition dont il faut doucher l'ardeur.

Ceux qui, à l'UN, pensent que les anciens pédégistes viennent désormais nombreux occuper leurs terres se trompent. Puisque l'appartenance à un camp politique – qu'il soit de la majorité ou de l'opposition – obéit à un état d'esprit qui est loin d'être statique. Et son porte-parole ne le démentira pas : "l'UN a toujours été une vraie terre d'accueil pour les anciens pédégistes : Mba Obame (décédé), Zacharie Myboto, Paulette Missambo, Casimir Oyé Mba, Eyeghé Ndong..."

Mais en politique, rappelait Blaise Pascal, "il n'y a que deux excès : exclure la raison, n'admettre que la raison"